

Unité inter-départementale des Alpes du Sud
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph
04100 MANOSQUE

MANOSQUE, le 07/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SANOFI CHIMIE

45 chemin de Météline
BP 15
04200 Sisteron

Références : D/SPR/GP/N°1345/2023
Code AIOT : 0006400839

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/11/2023 dans l'établissement SANOFI CHIMIE implanté 45, chemin de Météline BP 15 04200 Sisteron. L'inspection a été annoncée le 04/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre de l'action nationale de contrôle des installations utilisant des fluides frigorigènes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI CHIMIE
- 45, chemin de Météline BP 15 04200 Sisteron
- Code AIOT : 0006400839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de SANOFI Sisteron est spécialisé dans la fabrication de cinq principes actifs, et impliqué dans le pôle de compétitivité mondial « Orphème » consacré aux maladies orphelines et aux pathologies émergentes.

La spécificité de l'usine de Sisteron, qui fait partie des 3 sites de production les plus importants pour Sanofi en France, réside dans la complémentarité des deux activités :

- Le développement (R&D) des procédés chimiques qui met au point et transpose, à l'échelle industrielle, les procédés de fabrication des molécules issues de la recherche du groupe.
- La production des quantités de principes actifs livrés ensuite aux autres sites du groupe pour conditionnement et distribution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Fluides Frigo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes pourront faire l'objet de propositions de suites administratives en fonction des compléments d'information fournis sous un mois par l'exploitant:

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Détection des fuites	Règlement européen du 16/04/2014, article 5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 27/03/2022, article R.512-47 I.	/	Sans objet
2	Registre	Règlement européen du 16/04/2014, article 6	/	Sans objet
3	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)	/	Sans objet
4	Fiches d'intervention des équipements	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R-543-82	/	Sans objet
5	Interdiction d'utilisation des HCFC	Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4	/	Sans objet
6	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89	/	Sans objet
8	Contrôle périodique des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
10	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78	/	Sans objet
11	Etiquetage des équipements	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
12	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'exception de quelques anomalies documentaires, et quelques retards de contrôle résolus immédiatement par l'exploitant, ce dernier a su démontrer une parfaite connaissance de ses installations, de la réglementation associée et a su justifier de la robustesse de l'organisation mise en place pour traiter efficacement ce sujet, et limiter les impacts de l'utilisation des fluides HFC et HCFC (limitation des fuites, réparations immédiates, utilisation de fluide régénéré ou recyclés, remplacement de fluides par des fluides moins nocifs...).

Un point de contrôle est classé en « susceptible de suite ». L'exploitant a un mois pour transmettre la justification de conformité de ces équipements (détecteurs de fuite). En fonction des éléments transmis, le Préfet pourra mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise en conformité des équipements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/03/2022, article R.512-47 I.
Thème(s) : Actions nationales 2023, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Prescription contrôlée : Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018 créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage)

2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC)
Constats : L'exploitant est soumis à la rubrique 1185-2a. La rubrique est bien présente dans l'arrêté d'autorisation du site considérant que la quantité de fluide cumulée est supérieure à 300kg (environ 4000kg en retranchant les équipements de capacité unitaire < 2kg).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
<p>Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 : Article 6 - Tenue de registres</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <p>a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés ;</p> <p>b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite ;</p> <p>c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat ;</p> <p>d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée ;</p> <p>e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat ;</p> <p>f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3 ;</p> <p>g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'un registre sous forme de tableur listant l'ensemble des équipements contenant des fluides frigorigènes de type HFC ou HCFC. Pour chaque équipement, le registre précise le type de gaz, la charge initiale, le GWP du gaz, ainsi que la charge équivalent CO2. Ce registre concerne l'ensemble des équipements (y compris les équipements de charge <2kg).</p> <p>Les fuites sont consignées dans un second tableur détaillant toutes les fuites survenues dans l'année, et précisant l'équipement concerné, la charge ajoutée suite à la réparation ainsi que la référence vers les fiches d'intervention. Ces fiches d'intervention précises l'ensemble des éléments attendus et notamment la quantité de gaz recyclée, ou régénérée, l'identité de l'entreprise ayant procédé à l'entretien/maintenance/réparation avec toutes les références nécessaires ainsi que la date d'intervention.</p>

<p>L'ensemble des éléments requis sont donc disponibles.</p> <p>Ils ont été fournis à l'inspection suite à sa demande, en amont de l'inspection.</p> <p>14 fuites (sur plus de 260 équipements) ont été identifiées en 2023. Pour l'ensemble de ces fuites, l'exploitant a pu présenter les fiches d'intervention dûment remplies, et signées.</p> <p>La liste des fuites survenues depuis 2020 a été présentée également. L'inspection a pu vérifier l'absence de récurrences de fuites sur un même équipement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Identification des équipements concernés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802 (Rubrique devenue la rubrique 1185 depuis le 25 octobre 2018)</p> <p>Annexe 1</p> <p>Point 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : État des stocks de fluides</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements clos en exploitation comportent bien un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Ce point a été vérifié sur le terrain par sondage sur les équipements suivants:</p> <p>409-CLI 40903 et 40904 (pour ces équipements pour lesquels l'exploitant a récemment fait changer le type de gaz, les étiquettes n'avaient pas été changées, l'exploitant a donc justifié le lendemain de l'inspection de la mise en place de l'étiquette avec les données mises à jour gaz R1234ZE au lieu R404A).</p> <p>UGME00721A et B</p> <p>UGME304C02.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fiches d'intervention des équipements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79 et R-543-82
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R.543-82 du code de l'environnement :</p> <p>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.</p> <p>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.</p> <p>[...]</p> <p>R.543-79 du code de l'environnement :</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu contrôler que l'exploitant dispose de l'ensemble des fiches d'intervention. Ce point a été contrôlé par sondage sur l'ensemble des équipements ayant fait l'objet de fuites en 2023, ainsi que sur les équipements les plus fortement chargés en fluide (charge >20kg).</p> <p>Les contrôles d'étanchéité initiaux n'ont pas été demandés considérant que l'exploitant a démontré le respect des fréquences de contrôle périodique de l'étanchéité (entre 3 mois et 1 an en fonction des équipements).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Interdiction d'utilisation des HCFC

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, article 5.1, 11.3, 11.4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains fluides frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement n°1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone</p> <p>Article 5.1 : Mise sur le marché et utilisation de substances réglementées</p> <p>La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite.</p> <p>Article 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération.</p>

Article 11.4 : Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Trois climatiseurs portatifs comportent des fluides interdits (R22) dans des quantités très faibles (environ 1kg par équipement). Ces équipements seront mis au rebut en cas de panne. L'exploitant peut continuer à les utiliser tant que qu'ils fonctionnent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Interdiction de certains types de gaz
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus, est interdite. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ; b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : L'exploitant est concerné par cette disposition considérant la présence du gaz R404a qui possède un Pouvoir de Réchauffement Planétaire (PRP ou GWP) de 3922. Les gaz concernés sont des bien des gaz régénérés ou recyclés. L'analyse de la fiche d'intervention (HVAC 165 et 168) suite à la fuite survenue sur l'équipement 409 -CLI 40904, chargé en R404a comportait une erreur. Si elle indiquait bien le recyclage d'une partie du fluide, elle n'indiquait pas que le complément de fluide avait été réalisé avec du gaz régénéré, ce qui est obligatoire. L'exploitant a pu fournir la facture d'achat du gaz démontrant que la recharge a bien été réalisée avec du fluide régénéré. La fiche d'intervention va être corrigée en conséquence (entre l'exploitant et l'opérateur). L'exploitant devra veiller à la correction de cette

fiche, et s'assurer que les prochaines fiches d'intervention concernant des équipements chargés de R404a seront cohérentes sur ce point. Enfin, il devra être attentif à l'échéance de 2030, ou ces fluides ne pourront plus être utilisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Article R.543-89 du code de l'environnement : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats : Comme précisé plutôt, aucune récurrence de fuite particulière n'est détectée sur les 4 dernières années. Les équipements fuyards sont systématiquement réparés avant recharge, puis rechargés. Enfin l'étanchéité est testée avant toute remise en service. Les fiches d'intervention détaille ces opérations. La transmission préfectorale de seule fuite concernée par cette procédure (fuite sur un équipement dont la charge est > 500 t équivalent CO2 - UGME00721A, fuite du 10/08/2023 n'a pas pu être présentée). L'exploitant devra transmettre au plus tôt la justification de cette transmission. Il a toutefois mis en oeuvre les mesures correctives adaptées, et la traçabilité associée. L'exploitant veillera pour les équipements concernés à s'assurer de la bonne transmission à la préfecture (copie inspection des installations classées - UD DREAL) des éventuelles déclaration de fuite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 4 Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : Le respect de la périodicité a été contrôlé par sondage pour l'ensemble des équipement de charge > 20kg ainsi que sur tous les équipements ayant fait l'objet d'une fuite.. Sur l'ensemble des équipements ayant fait l'objet de ce contrôle, quelques non respects de périodicité ont été détectés et signalés en amont de l'inspection: - les équipements 409CLI40903 et 904 disposait d'un dernier contrôle réalisé en décembre 2022, alors que la périodicité réglementaire est de 6 mois,

- les équipements UGME402 A, B et C disposait d'un contrôle réalisé le 12/07/2023 alors que la périodicité réglementaire est de trois mois
- l'équipement UD 41106 disposait d'un contrôle réalisé le 10/01/2023 alors que la périodicité réglementaire est de 6 mois.

L'exploitant avait programmé le contrôle du 402 A,B,C le 7/11/2023, le rapport a été présenté le jour de l'inspection.

Suite à avertissement de la DREAL en amont de l'inspection le vendredi 3/11, l'exploitant a fait procéder au contrôle de l'étanchéité en date du 8/11.

Les deux contrôles ont démontré l'absence de fuites.

Concernant les équipements 409CLI40903 et 904, ils ont fait l'objet d'un remplacement et d'un changement de fluide au cours de l'année. Ils ont donc fait l'objet d'une maintenance, et d'un test d'étanchéité dont la fiche d'intervention a pu être présentée le lendemain de l'inspection. Ils fonctionnent désormais en secours des deux groupes principaux du bâtiment 409.

Si l'exploitant a pu démontrer qu'il a bien identifié les périodicités de contrôle associées à chaque appareil, en fonction du type de fluide et de la quantité présente, tout comme il a pu justifier de la réalisation des contrôles et de la traçabilité associées, quelques retards ont toutefois pu être observés, mais l'exploitant a rapidement pris les mesures correctives associées, et les contrôles effectués ont démontré l'absence de fuite et donc l'absence d'impact de ces retards.

L'exploitant devra toutefois veiller à respecter l'ensemble les périodicités de contrôle sur l'ensemble des équipements concernés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Détection des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites

Prescription contrôlée :

Règlement 517/2014

Article 5 - Systèmes de détection des fuites

1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

2. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points f) et g), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 et qui ont été installés à partir du 1er janvier 2017, veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.

3. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d) et g), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

4. Les exploitants des équipements visés à l'article 4, paragraphe 2, point f), qui sont soumis au paragraphe 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les six ans pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Aucun équipement présent sur site ne dispose de système de détection de fuite.

L'exploitant doit donc justifier qu'il rentre dans le champ des dérogations prévues à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 pour les équipements concernés à savoir les groupes froid UGME00402A,B,C et UGME00721 A et B.

Suite à l'inspection l'exploitant a transmis les éléments suivants :

1) la détection fixe préconisée n'est pas adaptée à la technologie des machines :

- Celles-ci sont implantées à l'extérieur donc nous n'avons aucune garantie de détection à cause de facteurs non maîtrisés (vent, pluie).
- Les condenseurs des machines étant refroidis par eau, les détecteurs fixes n'ont pas d'action en cas de fuite de la charge de gaz réfrigérant au niveau du condenseur (dilution dans l'eau de TAR – REX 209).

2) Dans le cadre de notre plan de retrait des machines nous avons programmé de remplacer celles fonctionnant au R134a avec un équivalent CO2 supérieur à 500 tonnes.

Nous avons planifié de remplacer les machines concernées selon le planning ci-dessous :

- UGME00721A et B au plus tard au 31/03/2024

- UGME00402A, B et C au plus tard le 31/09/2025

3) En attendant ces changements de machines, nous n'aurons pas de détection de fuite automatique en fixe mais une mesure indirecte de détection de fuite avec le report d'alarme des défauts sur l'alarme UTILITES et les téléphones du personnel EUTD afin d'avoir l'information en temps réel d'une défaillance (surveillance pression basse [code automate FB], pression haute, perte de débit d'eau sur évaporateur...).

Le remplacement des machines UGME00402A, B et C fait partie d'une feuille de route globale dont le planning vous a été partagé, et dont les études sont déjà lancées avec le cabinet NALCO pour définir la solution technique.

Conclusion :

L'exploitant doit sous 1 mois soit:

-1) justifier que son système de détection de fuite existant satisfait les seuils d'alarme tels qu'indiqués au I de l'article 3 du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés

-2) a) justifier par une étude argumentée de l'impossibilité technique de mettre en œuvre un système de détection de fuite conformément au I ET au II de l'article 3 de l'arrêté du 29 février 2016

ET

-2) b) s'assurer de l'effectivité du fonctionnement de la mesure indirecte et des alertes associées afin de pouvoir considérer que le système mis en place correspond au système de mesure indirect attendu au III de l'article 3 de l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Il devra également respecter le délai de contrôle de l'étanchéité par mesure directe associé à l'éventuel régime dérogatoire retenu (jusqu'au remplacement des équipements), à savoir 3 mois.

Type de suites proposées : Susceptibles de suites

Proposition de suites : Susceptibles de suites

N° 10 : Attestations des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-78
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites
Prescription contrôlée : R.543-78 du code de l'environnement Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique. Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.
Constats : Les opérations sont bien menées par des opérateurs disposant de l'attestation de capacité requise. Les références sont bien précisées dans les fiches d'intervention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Étiquetage des équipements lors du contrôle d'étanchéité
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 29 février 2016 – Article 6 Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.

Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.

La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.

Arrêté ministériel du 29 février 2016 -Article 7

Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.

La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.

Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.

La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.

Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Les vignettes adéquates ont pu être contrôlées par sondage sur le terrain, sur les équipements UGME00721A et B, UGME304C02, 409CLI40903 et 904. Les contrôles effectués n'ont pas révélé de non conformité sur ce sujet, les vignettes étant présentes,

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration de rejets

Prescription contrôlée :

Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets – Article 4

I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non,

canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : L'exploitant déclare bien ses fuites dans le registre des émissions polluantes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet